



BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE STOCKHOLM

N° 33 – 8 juillet 2022

Pays nordiques

SAS demande à être placée sous le régime américain des faillites, au lendemain de l'entrée en grève de ses pilotes.

Le 5 juillet, SAS et certaines de ses filiales ont déposé une demande au titre du chapitre 11 du Code des faillites des Etats-Unis, un dispositif de restructuration financière menée sous la supervision de la Cour fédérale américaine. Elle permet à la compagnie aérienne de continuer à assurer son trafic aérien. SAS espère bénéficier de cette procédure pendant une période de 9 à 12 mois afin d'accélérer » la mise en œuvre de son plan de restructuration « SAS FORWARD ».

La veille, les syndicats de SAS ont appelé à une grève illimitée, après l'échec de négociations salariales. Le mouvement serait suivi par 900 pilotes basés en Suède, en Norvège et au Danemark. En conséquence, la compagnie

aérienne prévoit l'annulation d'un vol régulier sur deux, ce qui affecterait 30 000 passagers par jour. Le PDG Anko van der Werrf a qualifié cette grève de « dévastatrice », soulignant que celle-ci « met[tait] en jeu l'avenir de l'entreprise ».

Pour mémoire, le plan « SAS FORWARD », présenté en février dernier, vise à terme une réduction des coûts annuels de l'entreprise de 7,5 Mds SEK (750 M€). En juin, le Danemark, qui comme la Suède détient 21,8% des parts de l'entreprise, a annoncé envisager d'augmenter sa participation jusqu'à 30%. La Suède et la Norvège – cette dernière étant sortie du capital en 2018 – ont, elles, donné leur accord pour transformer leurs créances, de respectivement 4 Mds SEK (400 M€) et 1,5 Mds NOK (144 M€), en nouvelles actions. Les deux gouvernements se sont cependant prononcés en défaveur de l'injection de nouveaux capitaux. Au 30 juin 2022, le solde de trésorerie de la compagnie aérienne s'élevait à 7,8 Mds SEK (780 M€).

Danemark

Un repli du PIB finalement plus prononcé au premier trimestre 2022.

Les comptes nationaux révisés (corrigés des variations saisonnières), publiés par l'Institut danois de la statistique (*Danmarks Statistik*), font état d'une baisse du PIB de -0,5% au premier trimestre, contre -0,1% annoncé en mai dernier. Ces résultats sont principalement imputables à un

ralentissement du commerce extérieur (-3,0% pour les exportations de biens et services et -2,6% pour les importations) et de la consommation privée (-2,0%), dans un contexte marqué par une inflation élevée et de fortes perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales. L'emploi se maintient à des niveaux élevés, avec une progression de 0,9% sur la période.

Face à l'envolée des prix, le Parlement s'accorde sur de nouvelles mesures de soutien au pouvoir d'achat des Danois.

Cet accord prévoit notamment la mise en place d'une nouvelle prime inflation, sous la forme d'un chèque défiscalisé, à destination des retraités danois les plus démunis (5 000 DKK, soit 670€). Certains bénéficiaires de prestations de solidarité, comme les pré-retraités ou les étudiants qui perçoivent une allocation d'invalidité ou qui ont des enfants à charge, pourront également recevoir un supplément forfaitaire de 2 000 DKK (270€). En outre, les parties à l'accord ont annoncé un allègement de la taxe sur l'électricité, dont le montant passera de 0,0763 DKK/kWh à 0,0723 DKK/kWh au quatrième trimestre 2022 et à 0,0688 DKK/kWh en 2023.

Le Parlement adopte la réforme de la fiscalité verte.

Suivant largement la proposition du Gouvernement, le Parlement s'est prononcé en faveur d'une taxe carbone « élevée et uniforme » qui s'élèvera, d'ici 2030, à 750 DKK (100 €) par tonne de CO₂ émise pour les entreprises hors du système européen d'échange de quotas d'émissions (SEQE-UE) ; à 375 DKK (50 €) par tonne pour les entreprises du SEQE-UE (en plus du prix SEQE) et à 125 DKK (17€) par tonne pour les procédés minéralogiques (ciment, brique, métal et verre). L'accord prévoit également la mise en place d'un fonds de 7 Mds DKK (940 M€) pour soutenir, entre autres, les entreprises dans leur transition verte. La réforme de la fiscalité verte vise à permettre au Danemark de réduire ses émissions de CO₂ de 4,3 Mt d'ici 2030.

Le Gouvernement annonce la création d'un nouveau fonds « vert », afin de soutenir la transition énergétique du Danemark et son indépendance vis-à-vis des combustibles fossiles.

53,5 Mds DKK (7,2 M€, soit 2,1% du PIB) seront ainsi alloués à des investissements verts sur la période 2024-2040 (1,5 Md DKK en 2024 puis 3,25 Mds DKK/an jusqu'en 2040), dont 10,6 Mds DKK (1,4 Md€) à la mise en œuvre de la réforme de la fiscalité verte. Les investissements lourds et de

long terme seront priorisés, notamment ceux visant le développement des capacités éoliennes offshore ou des infrastructures et procédés de capture et de stockage du carbone (CCS). La question de l'exploitation des ressources éoliennes offshore en mer du Nord fera l'objet de nouvelles discussions à l'automne.

Un accord pour accélérer le recrutement de main d'œuvre étrangère.

Compte tenu des lourdes pénuries de main d'œuvre auxquelles sont confrontées les entreprises danoises, une large majorité du Parlement a conclu un accord visant à assouplir les conditions de recrutement des travailleurs étrangers. Concrètement, le seuil du salaire minimum requis pour obtenir un permis de travail et de séjour sera temporairement abaissé de 445 000 DKK (environ 60 000 €) à 375 000 DKK (environ 50 000 €) par an. L'accord élargit, en outre, l'accès au mécanisme dit de « fast track » : désormais, toutes les entreprises de plus de 10 salariés – contre 20 actuellement – pourront permettre à leurs employés en provenance de pays tiers de bénéficier d'une procédure d'octroi de permis de travail accélérée. Néanmoins, ce nouveau régime ne pourra concerner que 15 000 personnes et devra être suspendu si le taux de chômage brut dépasse 3,75%. L'ensemble des mesures entreront en vigueur dès le 1^{er} décembre 2022, et ce, pour une période de trois ans.

Lego désignée « most valuable Danish brand » pour la 7ème année consécutive.

L'emblématique fabricant de jouets conserve ainsi la tête du classement Danemark 50, établi par Brand Finance, un cabinet de conseil en stratégie de marque. Valorisée à 38,7 Mds DKK (5,2 Mds€), la marque Lego devance d'autres incontournables fleurons danois, tels que Maersk (avec une marque valorisée à 4,2 Mds€), DSV (3,1 Mds€) et Arla (3,0 Mds€), qui échoue au pied du podium. Au sortir de deux années marquées par la pandémie de Covid-19, la marque Lego est notamment récompensée pour ses efforts visant à « créer des expériences de marque immersives et mémorables » dans ses quelque 832 points de vente, dont 165 inaugurés sur la seule année 2021.

Finlande

Plusieurs entreprises finlandaises scellent leur départ de Russie...

Le fabricant d'engins forestiers Ponsse, a signé, le 28 juin, l'acte de vente avec la société russe Bison, en vertu duquel tous les actifs de Ponsse en Russie lui seront transférés. La direction du groupe avait annoncé son intention de céder ses activités en Russie le 15 juin dernier. L'entreprise de transformation du bois Koskisen a vendu le 22 juin son usine de sciage en Russie. Koskisen avait annoncé la cession de ses activités russes en mars.

Le constructeur d'ascenseurs et d'escaliers mécaniques Kone va, quant à lui, céder ses activités en Russie à la direction locale du groupe. Ni le montant de la transaction, ni la date précise de la vente (qui devrait avoir lieu au quatrième trimestre de l'année 2022) n'ont en revanche été révélés. Kone continuera à livrer des pièces en Russie pendant une période transitoire de trois mois après la vente.

... d'autres groupes annoncent leur départ.

Le fabricant de pneumatiques Nokian Tyres a annoncé ne plus être en mesure de continuer ses activités en Russie. Le groupe va lancer une étude sur les différentes options concernant son retrait. L'entreprise de fabrication de peintures et de laques Tikkurila (propriété du groupe américain PPG) explore les possibilités d'une vente et/ou d'une sortie ordonnée de Russie, selon un communiqué de presse publié au mois de juin dernier.

Commande auprès du français Thales d'une mise à jour du système central de radar de surveillance de l'armée de l'air finlandaise.

Le ministère de la Défense finlandaise a décidé d'acquérir, auprès du groupe français Thales, une mise à niveau de son système de radar de surveillance central KEVA2010. Le ministère finlandais a donné son autorisation, le 23 juin 2022, pour cette acquisition, et les livraisons sont prévues pour la période 2024-2026. La vente est estimée à 23,8 M€ d'euros. Le système radar KEVA2010 avait été acheté conjointement avec les forces de défense estoniennes en 2009. La mise à jour du système sera également achetée en coopération avec les forces de défense estoniennes.

L'indice de confiance des consommateurs au niveau le plus bas jamais enregistré.

La confiance des Finlandais dans l'économie s'est nettement dégradée en juin, selon les dernières données publiées par l'Office finlandais des statistiques. L'indicateur de confiance a chuté de 2,7 points par rapport au mois précédent et de 9,7 points par rapport à l'année précédente, pour atteindre -14,3, soit le niveau le plus bas depuis la création de cet indicateur en 1995. L'indicateur se situe en moyenne autour de -1,8.

L'indice de confiance des producteurs manufacturiers reste quant à lui élevé.

L'indicateur de confiance dans l'industrie manufacturière, mesuré par l'organisation patronale EK, a légèrement baissé en juin (+10, contre +13 en mai), mais celui-ci reste nettement supérieur à la moyenne de long-terme qui se situe autour de +1. A titre de comparaison, l'indice de confiance dans le commerce de détail était de -3 en juin, et celui dans la construction de -18.

Islande

L'inflation s'élève à 8,8% au mois de juin en glissement annuel. L'inflation annuelle s'est établie à 8,8% au mois de juin, un niveau jamais atteint depuis octobre 2009. D'après les données de Statistics Iceland, les prix des logements, des carburants et de l'alimentation ont le plus fort impact sur la hausse de l'indice des prix à la consommation. Statistics Iceland a publié de nouvelles prévisions macroéconomiques où l'inflation est estimée à 7,5 % en moyenne cette année, 4,9 % en 2023 et 3,3 % en 2024.

Les banques augmentent les taux d'emprunts hypothécaires.

En réponse à la hausse du taux directeur de la Banque Centrale, Arion Bank et Islandsbanki ont chacun augmenté d'un point de pourcentage les taux hypothécaires variables non indexés sur l'inflation. Les taux atteignent désormais 6,59 % chez Arion Bank. Quant aux taux hypothécaires fixes sur trois ans, ils ont augmenté de 0,25 point de pourcentage chez Arion Bank (7,75%) et de 0,3% point de pourcentage chez Islandsbanki.

Mai est un mois record pour l'octroi de nouveaux prêts.

Les nouveaux prêts accordés aux entreprises et aux ménages se sont élevés à 68,1 Mds ISK (485M€) en mai. Selon la Banque Centrale d'Islande, il s'agit du plus gros montant de crédit net en un mois depuis le début de la production de statistiques en 2013. Depuis le début de l'année, les entreprises ont contracté 115,9 Mds ISK (824M€) de nouveaux prêts contre un peu plus de 107 Mds ISK (767M€) entre mai 2019 et décembre 2021.

La moitié de la population la plus riche était à l'origine de 83% des recettes publiques en 2021.

Selon un rapport du Ministère de l'Économie et des Finances, une majorité d'Islandais a obtenu une diminution de l'impôt sur le revenu en 2021, sauf pour le décile le plus riche. Les revenus totaux de la population islandaise s'élevaient à 2 256Mds ISK (env.16Mds €). Sur ce montant, 523Mds ISK (env.

3Mds) ont été prélevés par l'État. Le décile le plus riche détermine un tiers de ces revenus totaux dont 36% ont été perçus en taxes.

Alvotech réalise une double cotation islandaise et américaine.

La société Alvotech (biotechnologie) est la première société islandaise à double cotation en Islande et aux États-Unis. Les actions de la société ont été admises sur le marché boursier du Nasdaq New-Yorkais et sur le marché du « Nasdaq First North » en Islande.

Les alumineries islandaises ont réalisé 342M€ de profit l'année dernière.

Le bénéfice total des alumineries islandaises s'est élevé à 47,8 Mds ISK (342 M€) en 2021. Après avoir chuté lors de la pandémie, les prix de l'aluminium sur le marché mondial ont fortement augmenté l'année dernière. Les fonderies avaient perdu 19 Mds ISK (135M€) en 2020 et 32 Mds ISK. (228M€) en 2019. En 2021, Alcoa Fjarðaál a réalisé un bénéfice de 19,5Mds ISK (139M€), Norðurál Grundartangi 10,4 Mds ISK (74M€) et Rio Tinto 17,9 Mds ISK (128M€).

L'Islande a produit 20 TW d'électricité en 2021.

L'an dernier, l'électricité produite provenait de l'hydraulique (72%), de la géothermie (26%), et de l'éolien. 73% de cette énergie a été consommée par les industries métallurgiques; 4% par les centres de données et 17% par le public, d'autres types d'entreprises, l'agriculture et les usines de traitement de poissons.

La capacité de capture du carbone à Hellisheiði sera multipliée par 10.

La construction de l'usine de capture d'air Mammoth de Climeworks (en collaboration avec Carbfix et ON Power) a commencé à Hellisheiði. Avec cette usine, la capacité de captage d'air passerait de 4 000 tonnes à 40 000 tonnes par an. Mammoth devrait commencer à fonctionner dans un an et demi à deux ans.

Icelandair ajoute deux nouveaux Boeing à sa flotte.

Icelandair a conclu un contrat de location à long terme avec BOC Aviation (BOCA) pour deux nouveaux Boeing 737 MAX 8 qui devraient être livrés avant l'automne 2023. Avec cet ajout, Icelandair aura 20 avions Boeing MAX en service.

Les ventes de voitures neuves au premier semestre ont progressé de 50 % par rapport à la même période l'an dernier.

Cette année, 9 268 voitures neuves ont été vendues contre 6 042 à la même époque l'an dernier. Cette hausse est largement attribuée aux sociétés de location qui en ont acheté 4 991. 52,5 % de ces achats sont des véhicules à énergies

nouvelles (électriques, hybrides ou fonctionnant au méthane) contre 44% l'année dernière.

Une société islandaise développe de nouveaux équipements industriels à l'hydrogène vert.

Une société islandaise a conclu un accord de financement avec un fonds d'infrastructures allemand sous la tutelle de Prime Capital AG pour le développement d'infrastructures hydrogène en Islande. L'objectif est de soutenir la livraison de carburant pour des centaines de véhicules utilitaires (autobus, camions et tracteurs.) et de développer une station de distribution d'hydrogène dans la zone des ports de Faxaflói à Kjalarnes. Il s'agirait du premier projet de ce type en Islande.

Norvège

Le prix du gaz en Europe atteint un niveau record en raison d'une grève des salariés d'Equinor.

Equinor a lancé un arrêt de sécurité des champs de Gudrun, Oseberg Sud et Oseberg Est suite à l'appel à la grève des membres de l'Organisation norvégienne des cadres et dirigeants (Lederne) à partir de minuit dans la nuit du 4 au 5 juillet. Les membres de Lederne avaient auparavant voté par référendum contre la proposition du médiateur lors des négociations salariales entre les organisations syndicales et l'organisation patronale, l'Association norvégienne du pétrole et du gaz (Norog). La production totale des champs arrêtés est d'environ 89 000 barils équivalent pétrole (bep) par jour, dont 27 500 bep par jour de gaz naturel. Une prolongation de la grève sur les champs d'Heidrun, Kristin et Aasta Hansteen (représentant en tout 333 000 bep par jour, dont 264 000 bep par jour de gaz naturel, soit, ajoutés aux champs déjà arrêtés, près de 60% des exportations norvégiennes) devait prendre effet dans la nuit du mardi 5 au mercredi 6 juillet. En

conséquences de ces grèves, le prix du gaz en Europe s'est accru de +8% mardi pour atteindre 175 €/MWh, prix le plus haut depuis mars 2022 et 5 fois supérieur à celui de juin 2021. La ministre du Travail Marte Mjøs Persen (Parti travailliste) a annoncé le 5 juillet au soir la mise en place d'une médiation forcée pour arrêter la grève du secteur pétrolier, laquelle avait débuté moins de 24 heures avant. Selon elle, les conséquences de cette grève ne peuvent être justifiées dans la situation actuelle en Europe. Suite à cette intervention de l'État norvégien, la grève a été levée le 6 juillet.

La Banque de Norvège augmente ses taux directeurs.

Le 23 juin, la gouverneure de la Banque de Norvège, Ida Wolden Bache a annoncé une hausse des taux directeurs de 0,75 à 1,25% avec effet immédiat. La gouverneure a aussi annoncé une probable hausse de 0,25 points de pourcentage en août pour atteindre 1,5%. Selon les prévisions de la banque centrale, les taux directeurs pourraient atteindre 3% l'été prochain.

La Norvège et l'Union européenne renforcent leur collaboration énergétique.

Lors d'une réunion à Bruxelles le 23 juin, le ministre norvégien du Pétrole et de l'Énergie et le vice-président de la Commission européenne se sont engagés à renforcer leur coopération en matière énergétique (hydrogène, CCS, éolien offshore), avec parmi les sujets majeurs la production du magnésium en Norvège. L'entreprise norvégienne *Norsk Hydro* confirme qu'elle a été contactée dans cette perspective à la fois par le ministère norvégien du Commerce et de l'Industrie et par la Commission européenne. S'agissant des hydrocarbures, l'engagement vise à garantir les livraisons de gaz norvégien sur le long terme et à atténuer la hausse des prix de l'énergie. Dans la déclaration conjointe, l'UE soutient la poursuite de la prospection et des investissements qui garantissent les livraisons de pétrole et de gaz vers le marché européen.

De plus, lors de la visite le 27 juin à Oslo du vice-président de la Commission européenne, la Norvège et l'UE ont convenu de renforcer et d'étendre leur coopération dans le domaine des matières premières et des batteries. La Norvège a désormais sa place à la table de l'Alliance européenne des batteries, et est ainsi autorisée à assister aux réunions ministérielles et à participer et contribuer à l'Académie européenne des batteries.

La Norvège prévoit 528 M NOK (0,01% du PIB) pour les énergies renouvelables.

La Norvège a confirmé que 35 projets dans le domaine de l'énergie verte recevront un financement public total de 388 M NOK (environ 37,8 M €) du Conseil de la Recherche (RCN), et 13 projets dans le domaine du pétrole et du gaz recevront 140 M NOK (environ 13,6 M €) de la part, notamment, de *Aker Solutions* et de l'Université de Bergen. Les projets permettront de développer de nouvelles énergies respectueuses de l'environnement, ainsi que de rationaliser et réduire les émissions de CO₂ dans les secteurs pétrolier et gazier. De nombreux projets concernent l'éolien offshore et l'hydrogène.

La Norvège continue de soutenir financièrement l'Ukraine.

A l'occasion d'une visite en Ukraine du Premier ministre Jonas Gahr Støre, le 1^{er} juillet, la Norvège a annoncé une augmentation de 10 Mds NOK (0,97 Md €, 0,3% du PIB) de son aide financière à l'Ukraine pour les années 2022 et 2023. Ces fonds seront destinés à l'aide humanitaire, à la reconstruction du pays, aux armes et au soutien aux autorités.

Par ailleurs, le plan de crise du gouvernement est disponible pour les entreprises norvégiennes en difficulté en raison de la guerre en Ukraine et des sanctions contre la Russie et la Biélorussie. Il s'agit d'une aide totale de 14,4 Mds NOK (1,4 Mds €, 0,4% du PIB) dont la majeure partie sera utilisée pour l'accueil des réfugiés, les forces armées et la préparation militaire.

La ministre du Travail impose la fin immédiate de la grève des mécaniciens.

Des centaines de vols ont été annulés par les compagnies norvégiennes *Norwegian* et *Widerøe* en raison de la grève des mécaniciens, démarrée le 18 juin. Afin de faire revenir les mécaniciens grévistes à la table des négociations, l'organisation patronale (NHO) avait annoncé, le 22 juin, un lock-out pour tous les mécaniciens membres du syndicat *Norsk Flytekniker Organisasjon* (NFO). Selon NHO, NFO a des revendications salariales irréalistes (augmentation de salaire de 18%). Le médiateur du Royaume a rencontré le syndicat NFO et l'organisation patronale NHO le 23 juin, mais cela n'a pas abouti à une solution. Par conséquent, le lock-out annoncé par les employeurs (avant lequel près de 145 techniciens étaient déjà en grève) est entré en vigueur dans la nuit du samedi 25 et dimanche 26, et empêchait les 450 mécaniciens membres du syndicat NFO de travailler. Parmi eux figurent les mécaniciens salariés de *Babcock*, gestionnaire des ambulances aériennes dans le nord de la Norvège, car NHO a refusé la dérogation demandée par NFO pour ces employés. De ce fait, la ministre du Travail est intervenue le 28 juin en imposant une médiation forcée entre NHO et NFO pour mettre une fin immédiate à la grève, considérant que le maintien forcé au sol des ambulances aériennes présentait un véritable risque pour la santé.

Deux acteurs norvégiens signent un accord pour la construction d'un premier bateau à hydrogène dans le domaine de l'aquaculture.

Le 17 juin, les entreprises norvégiennes Salmonor (producteur de poisson norvégien) et MOEN Verft (chantiers navals) ont signé un contrat d'une valeur de 24,8 M NOK (environ 2,42 M €) pour la construction du premier bateau de travail

électrique à hydrogène au monde. L'initiative est soutenue par 28,75 M NOK (environ 2,8 M €) provenant d'Enova, d'Innovation Norway et du Conseil de la recherche, dans le cadre du programme national Pilot E. Dès l'automne 2023, un catamaran de 15 mètres de long et une usine pilote de production d'hydrogène seront prêts, et le navire sera alors le premier bateau de travail électrique à hydrogène au monde pour l'industrie de l'aquaculture.

🇸🇪 Suède

La Riksbank augmente à nouveau ses taux.

La banque centrale de Suède a annoncé jeudi 30 juin relever son taux directeur d'un demi-point de pourcentage supplémentaire, à 0,75%, alors que l'inflation tourne autour de 7% en Suède. Cette augmentation est la plus forte hausse décidée par la Riksbank depuis 22 ans. La banque centrale suédoise a également relevé la trajectoire de ses taux. Elle prévoit d'approcher les 2% en début d'année prochaine, dans l'objectif de ramener l'inflation à la cible des 2% d'ici 2024. La Riksbank a également revu ses prévisions de croissance à la baisse, avec une croissance estimée à 1,8% contre 2,8% initialement prévu.

Malgré une accélération de la croissance en mai, la Suède encaisse une baisse de ses commandes.

Selon les dernières statistiques publiées par la SCB, le rythme de la croissance s'est légèrement accéléré en mai (+0,7% par rapport à avril), sous l'effet d'une meilleure performance du secteur des services. La consommation des ménages a augmenté de 0,7% en mai, mais la croissance de la consommation et du PIB devrait ralentir à l'avenir en raison du pessimisme des ménages et de la réduction de leur pouvoir d'achat.

Cependant, les commandes industrielles ont chuté de 5,5% sur la même période. Cette contraction se ressent particulièrement dans les commandes d'électroménagers (-45,8%) et sur l'industrie automobile (-36,6%).

L'institut de médiation suédois passera à la loupe les différences de revenus entre les hommes et les femmes.

Face au constat de la Commission pour l'égalité des moyens d'existence qui dessine d'importants écarts de revenus entre les hommes et les femmes au cours de la vie, le gouvernement a décidé de donner à l'Office national de la médiation (*Medlingsinstitutet*) une mission plus large.

Il sera désormais chargé d'analyser les revenus salariaux entre les femmes et les hommes au fil du temps et de faire des propositions sur la manière dont les analyses de l'égalité des sexes en matière de revenus salariaux peuvent être effectuées régulièrement. La mission s'étend également à l'analyse de la répartition des autres formes de revenu (revenu du capital, transferts, revenus industriels et entrepreneuriaux) entre les hommes et les femmes. « Nous devons également rendre visible l'écart de revenus, qui affecte la capacité des femmes à épargner, à acheter une maison. Nous donnons donc un mandat plus large au *Medlingsinstitutet*, qui analysera également l'écart

de revenus entre les hommes et les femmes», déclare Eva Nordmark, ministre de l'emploi et de l'égalité des sexes.

Northvolt lève 1,1 Md\$ (1 Md€) supplémentaires pour financer ses projets industriels en Europe.

Northvolt totalise ainsi près de 8 Mds\$ (7,6 Mds€) en fonds propres et en dette depuis 2017. L'objectif de la société est de poursuivre l'expansion de son usine de batteries Northvolt Ett à Skellefteå (Suède) ouverte fin 2021, ainsi que la création de la gigafactory coentreprise de Northvolt et Volvo Cars à Göteborg (Suède), et de sa troisième gigafactory Northvolt Drei à Heide (Allemagne). Ces fonds additionnels contribueront également au financement de la prochaine usine de cathodes Northvolt Fem à Borlänge (Suède).

Vattenfall reçoit 14,5M€ pour la production de biocarburant d'aviation.

L'énergéticien public reçoit une aide de 145M SEK (14,5M€) provenant du programme d'investissement public pour la transition écologique au niveau local et régional (*Klimatklivet*). Vattenfall prévoit de développer une solution à partir du captage CO² issu de l'incinération des déchets, qui est ensuite liquéfié. L'usine, située à Uppsala, devrait ouvrir ses portes d'ici quatre ans et permettre la production de 60 000 à 80 000 tonnes de carburant par an. SAS s'est associée à ce projet et pourrait ainsi recevoir jusqu'à 25% de ses besoins en carburant grâce à ce projet.

Volvo Cars investit 1,2 Md€ dans une nouvelle usine en Slovaquie.

La marque suédoise d'automobile, filiale du groupe chinois Geely, prévoit d'ouvrir une nouvelle usine à proximité de Kosice, à l'est du pays, selon un communiqué de presse du 1er juin. Le site sera climatiquement neutre et devrait produire 250 000 voitures électriques par an à partir de 2026. Sa construction débutera en 2023. C'est la troisième usine européenne de l'entreprise, après celle de Torslanda (Suède) et Gand (Belgique). Ces dernières ont à elles deux une capacité de production annuelle de 700 000 véhicules.

Vattenfall envisage la construction de deux réacteurs modulaires (SMR).

L'énergéticien public Vattenfall lance des études de faisabilité pour la construction de deux réacteurs nucléaires modulaires (SMR) sur le site de la centrale de Ringhals. Les conclusions, prévues pour fin 2023, devraient déterminer si les SMR sont rentables. Cette décision témoigne d'une évolution pro-nucléaire du débat suédois.

Volvo Trucks reçoit plus d'une centaine de commandes pour son nouveau modèle de poids-lourd électrique.

Dans un communiqué de presse, Volvo Trucks annonce avoir reçu plus d'une centaine de commandes en Suède pour son nouveau modèle de poids-lourd électrique. Les véhicules devraient être livrés dès l'automne 2022. Stefan Strand, le CEO de Volvo Truck Suède, s'est dit fier et heureux de ce succès, en soulignant que la création de ce modèle « silencieux et à faibles émissions » était un véritable avantage compétitif pour l'entreprise.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022
Suède	1,6	0,8	2,0	1,2	5,1	-0,8
Danemark	-0,03	2,5	1,3	2,8	4,9	-0,5
Finlande	-0,1	1,5	0,9	0,8	3,0	0,5
Norvège ¹	0	0,8	3,9	0,01	3,9	-1,0
Islande	-2,05	4,9	-1,06	2,2	4,3	1,1

Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu est le PIB total (y compris hydrocarbures).

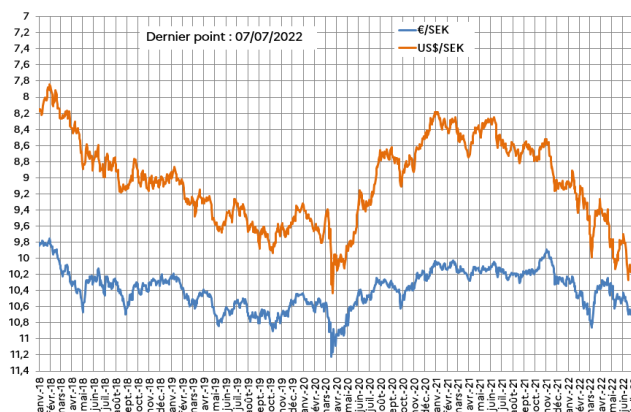
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel) :

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022
Suède	1,9	2,3	2,5	3,9	2,2	4,7
Danemark	0,6	1,7	2	3,5	1,9	4,8
Finlande	1,1	2,1	1,9	3,1	2,2	4,9
Norvège	2,9	2,8	3,5	4,6	3,5	3,8
Islande	4,2	4,45	4,3	4,8	4,4	6,3

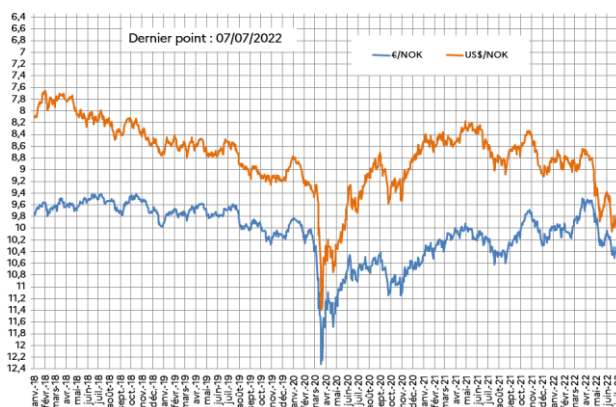
Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Stockholm (C. Gianella).

Rédacteurs : Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (C. Camdessus, L. Yacine, M. Valeur), Helsinki (P. Pouliquen, O. Alapekkala, D. Gueyraud), Oslo (O. Çuny, T. Aubrun), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaître, J. Grosjean, M. Marbot, A. Marsal, F. Citton) et de l'ambassade de France en Islande (A. Montoya).

Pour s'abonner : alexia.marsal@dgtresor.gouv.fr